

RÉGION
Nouvelle-Aquitaine

**POLITIQUE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT
DE L'INNOVATION SOCIALE
EN NOUVELLE-AQUITAINE**

DOSSIER DE CANDIDATURE
Appel à Manifestation d'Intérêts - AMI INNOVATION SOCIALE
Soutien à l'EXPERIMENTATION de projets socialement innovants

Date de la demande : 27 juin 2019

Structure juridique portant la demande : SCIC

Intitulé du projet : Le pouvoir d'agir des jeunes

Contact : Sandrine LACORNE Mail : s.lacorne@interstices-sud-aquitaine.fr Tél :

Région Nouvelle-Aquitaine
Direction de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'Innovation Sociale

Modalités de soutien aux expérimentations (rappel ; cf. présentation de l'AMI)

- **Structures éligibles :**
 - entreprises, quel que soit le statut,
 - associations,
 - collectivités territoriales, EPCI et autres établissements publics,
 - organisations syndicales, professionnelles,
 - collectifs d'usagers dotés de la personnalité morale.

Ne sont pas éligibles les projets de centres de ressources, les structures d'accompagnement et/ou de capitalisation de l'innovation sociale.

- **Type d'aide :**
La Région intervient à hauteur de **40 000 € maximum** sur une période **d'au plus 24 mois**.

Constitution du dossier de candidature - soutien à l'expérimentation

 Tout dossier incomplet sera irrecevable

❖ Pièces administratives à joindre à la demande d'aide (relatives à la structure juridique):

- Copie des **statuts** signés de l'Association ou de la Société
- Extrait **SIREN**, et **code SIRET**
- Récépissé de sa déclaration à la Préfecture (*pour les associations*)
- Copie de la parution au Journal Officiel (*pour les associations*)
- Extrait du Kbis (*pour les sociétés*)
- Bilan et compte de résultat** du dernier exercice
- RIB** récent au même nom que la structure juridique porteuse
- Composition du **Conseil d'Administration**
- Organigramme** de la structure décrivant les liens entre gouvernance et équipe salariée

❖ Documents relatifs à la présentation de la demande d'aide :

- Courrier officiel de demande d'aide adressé au président de la Région Nouvelle-Aquitaine
- Dossier de présentation *ci-après* renseigné:
 1. Présentation de la structure
 2. Présentation du projet
 3. Grille d'auto-évaluation du projet – Innovation sociale (Grille A)
 4. Analyse de la faisabilité du projet (Grille B)
 - ✓ Annexe 1 – Plan de financement prévisionnel de l'action sur 24 mois maximum
 - ✓ Annexe 2 – Aides publiques sur les 3 dernières années toutes activités confondues

❖ Consentement à l'utilisation des données personnelles :

■ J'autorise la Région Nouvelle-Aquitaine à utiliser mes données personnelles pour favoriser les échanges entre porteurs de projet et avec les acteurs régionaux. Ces données pourront également être utilisées pour vous informer des actualités et évènements de la Région et de ses partenaires, ainsi qu'à des fins d'évaluation statistiques.

Les données personnelles concernées sont : Nom&Prénom, email, adresse et numéro de téléphone de votre structure.

Vous pouvez à tout moment exercer vos droits de rectification, suppression... à l'adresse suivante : dpo@nouvelle-aquitaine.fr

Lien politique générale de protection des données : <https://www.nouvelle-aquitaine.fr/protection-donnees-personnelles.html>

1 - Présentation de la structure

❖ Identité de la structure :

Nom de la structure :

Date de création : 30 /08 /2002

Statut juridique :

X Entreprise (précisez) : SCIC

↳ agrément ESUS : oui non

Association

Adresse du siège social : 3 rue Hélène Boucher – Pôle de Services

Code postal : 40220 - TARNOS

Téléphone : 05 59 74 84 10

E-mail : s.lacorne@intersitces-sud-aquitaine.fr

Numéro SIRET : 448 220 830 00039

Assujetti à la TVA : OUI

Affiliation à un réseau de l'ESS : OUI

Nom du réseau : CRESS, URSCOP

❖ Représentant.e légal.e (Président.e ou autre personne désignée par les statuts)

Nom : MONTUZET Prénom : Stéphane Qualité : Gérant

Téléphone : 05 59 74 84 10

2 - Présentation du projet

❖ Identité du projet :

Nom du projet : Le pouvoir d'agir des jeunes

Date d'initialisation : février 2019

Localisation du projet (si différente) : Tarnos

❖ Titre explicite du projet en une ligne :

La création d'Entreprise Coopérative de Jeunesse comme outil de développement du pouvoir d'agir des jeunes sur leur avenir et leur territoire.

❖ Si déjà reconnu d'innovation sociale par un tiers, précisez qui et date :

Le projet test a été retenu par la **mairie de Tarnos** pour l'exploitation du site au regard de son caractère innovant. Nous avons pu signer la convention d'exploitation saisonnière des locaux le 28 mars 2019 pour une durée de 3 ans.

Par ailleurs, par un courrier du 9 avril 2019, le **département des Landes** nous a annoncé son soutien au projet dans le cadre de deux appels à projet autour des questions de « coopération et mutualisation » et « innovation sociale » et dans l'objectif de consolider les démarches collectives et les dynamiques territoriales de l'ESS.

❖ Thématiques / Domaines d'intervention (cochez au maximum 4 cases):

- Agriculture
- Alimentation
- Citoyenneté
- Consommation
- Culture
- Développement du pouvoir d'agir
- Economie alternative
- Education
- Habitat
- Handicap
- Insertion professionnelle

▪ Inscription dans un territoire et partenariats :

▪ **Périmètre géographique du projet (cochez) :**

- Infra-communal
- Communal
- Inter-communal
- Infra-départemental
- Départemental
- Infra-régional
- Régional
- Supra-régional

▪ **Partenaires du projet :**

Le projet est porté par un collectif d'acteurs du PTCE Sud Aquitaine : **SCIC Interstices, SCIC Pau Pyrénées, Résidence Habitat jeunes Sud Aquitaine, Résidence Habitat jeunes Pau Béarn, SCIC EOLE, CBE du Seignanx.**

Nom & localisation (commune)	Type de contribution					
	Financement	R&D	Prestation	Gouvernance	Promotion & diffusion	Autre (ingénierie)
<i>Lister les partenaires et cocher la colonne correspondant à leur contribution</i>						
<i>CBE Seignanx Tarnos</i>		X		X	X	X
<i>Résidence Habitat Jeunes Sud Aquitaine Tarnos</i>		X		X	X	X
<i>Résidence Habitat Jeunes Béarn</i>		X		X	X	X
<i>SCIC Pau Pyrénées, Pau</i>		X		X	X	X
<i>EOLE Restaurant insertion Tarnos</i>				X	X	X
<i>Mairie de Tarnos</i>				X	X	
<i>Département des Landes Mont de Marsan</i>	X			X	X	
<i>Chercheur.es Quebec et France</i>		X		X	X	X
<i>Mission locale Landes et Pyrénées Atlantiques</i>				X	X	
<i>Autres acteur.es jeunesse: PIJ et BIJ</i>				X	X	
<i>Lycée hôtelier Capbreton et Biarritz</i>				X	X	
<i>Autre organisation scolaire</i>				X	X	
<i>Membres PTCE Sud Aquitain</i>				X	X	X
<i>CRESS</i>					X	X
<i>Acteur.es éco locaux</i>				X	X	X
<i>Fondations</i>	X	X				X

❖ Le projet bénéficie-t-il d'un accompagnement?

- Incubateur
- Coopérative d'activité et d'emploi
- Autre (*préciser*) :

❖ Description synthétique du projet (genèse, intérêt et contraintes) :

Historique (Comment est né le projet ? Porté par qui ? Parcours et motivation des porteurs...)

Le projet est né d'un groupe de travail constitué par le **Pôle Territorial de Coopération Sud Aquitain (PTCE)** autour des questions de **sensibilisation à l'ESS et d'émergence** de projets chez les publics jeunes. Cet objectif est en cohérence avec la volonté des acteur.es du PTCE de favoriser le développement de l'ESS sur le territoire. Il s'inscrit en **continuité de l'histoire** du territoire et de ses acteur-es.

En effet, les acteur.es territoriaux ont, depuis longtemps, fait le choix d'une **politique jeunesse favorisant le pouvoir d'agir** en lien avec le **développement de leur territoire**.

La SCIC Interstices est née en 2002 sur cette base, sous l'impulsion du **Foyer des Jeunes Travailleur.es** (aujourd'hui appelé Résidences Habitat Jeune) et du **Comité de Bassin d'Emplois du Seignanx**, accompagnant des jeunes à la **création d'activités d'utilité sociales** et les intégrant dans les **espaces de réflexion** et de développement du territoire.

La question du statut des projets et des jeunes portant ces projets a été traitée comme un élément indispensable à la réussite des activités. Il était nécessaire que les jeunes puissent disposer d'un **cadre collectif** et de moyen de **subsistances décentes**.

Le statut de **SCIC** a tenu et tient une place prépondérante dans ces expériences ; conférant aux jeunes une **place décisionnaire** par statut, et favorisant ce pouvoir d'agir.

Depuis, la création d'autres outils (incubateur, CAE sectorielles, tiers lieux,...), le déploiement du PTCE, sont venus développer ces dynamiques et permettent de disposer de bases solides pour d'expérimenter de nouvelles modalités d'**émancipation de la jeunesse** au travers des ECJ.

Le sujet des **Coopératives Jeunesse de Service (CJS)** vient en échos à cette histoire. L'idée de permettre à des jeunes d'expérimenter l'entrepreneuriat collectif nous est naturellement apparue comme pertinente pour être le support à la prise en main par, ces derniers, d'une démarche participant au développement du territoire et de leur parcours professionnels. Les membres du PTCE entretiennent depuis plusieurs années des liens avec les dynamiques québécoises en matière de développement de l'ESS. En parallèle, le concept originaire du Québec de CJS se développe sur le territoire français depuis quelques années.

L'intérêt porté à ces initiatives nous a amené à créer un groupe de travail pour relancer des projets permettant de faire participer les jeunes au développement du territoire par la création d'activités et à l'ESS.

Ce groupe de travail animé et porté par Interstices, est constitué du CBE et plus particulièrement l'incubateur territorial Tube à ESS'ai, des associations Habitat Jeunes Sud Aquitaine et Béarn ainsi que de la CAE SCIC Pau Pyrénées.

C'est donc, dans la continuité de nos valeurs et méthodes, il a été fixé comme cadre de référence de développer un outil permettant **aux jeunes de se saisir des enjeux locaux dans un cadre coopératif et multi-acteurs**. De plus, nous avons souhaité de créer un outil permettant à la fois **d'apprendre en faisant** et de disposer de **conditions de travail justes**, notamment en matière de revenus.

Concept:

Nous avons choisi de donner la possibilité à des jeunes, entrant dans le marché du travail ou en cours de formation, de **prendre conscience de leur pouvoir d'agir sur leur territoire**, de leur rôle d'acteur.es et de leur capacité à construire leur projet professionnel.

Notre approche en lien avec la pensée de Yann Le Bossé (professeur titulaire au département des fondements et pratiques en éducation de l'université Laval à Québec) est de réunir les conditions pour que les jeunes puissent **être acteur.es** de leur propre développement et de permettre leur prise de **responsabilité dans la vie de la cité**.

Concrètement nous souhaitons leur confier un outil de **travail** au travers duquel ils feront l'expérience :

- de **l'entrepreneuriat dans un cadre coopératif** ;
- du développement d'**activités** dont ils devront **assurer la viabilité** ;
- de la **participation aux grands enjeux territoriaux** (circuit alimentaire de proximité, éco-habitat, mobilité, organisation du travail ect...).

Au travers de leur expérience d'entrepreneur.es, ils **conscientiseront l'impact** qu'ils peuvent avoir sur leur territoire et leur avenir. Nous souhaitons, de plus, leur confier la responsabilité de le faire savoir car le processus passe aussi par le **pouvoir de se raconter** (cf Paul Ricoeur - Soi-même comme un autre (1990) - Paris, éditions du Seuil). Leur expérience aura ainsi une **valeur didactique** au profit d'autres jeunes.

Notre approche vient **en rupture** avec les **rappports sociaux** traditionnels, modifiant ces derniers, **les jeunes deviennent décideur.es**.

Nous nous adressons à des jeunes qui appartiennent à une **génération** pour qui l'entrepreneuriat est énoncé comme un **espoir d'émancipation** et une figure imposée par un **marché dérégulé**. Nous souhaitons leur donner les armes pour **sécuriser leurs parcours** et découvrir qu'il existe une **autre économie** et forme d'entrepreneuriat.

Ainsi leur confier **une entreprise pas comme les autres** qui n'aura pas de **finalité lucrative** mais qui créera des **richesses sociales et économiques** sur le territoire, **outillant les dynamiques locales** en matière de jeunesse, de création d'activités, d'insertion professionnelle, de circuits courts alimentaires...Ces dynamiques **multi-partenariales** seront incarnées par l'organisation d'une **gouvernance en mode SCIC** associant dans les prises de décisions les jeunes entrepreneur.es aux acteur.es, collectivités, habitant.es et consommateur.es.

L'ambition est de pouvoir identifier des entreprises développant des **activités pérennes** offrant une **organisation structurée**. Elles permettront ainsi à la fois de **garantir un niveau de**

rémunération et donc d'**autonomie** aux jeunes entrepreneur.es et un cadre de travail propice l'expérimentation de la gestion d'une entreprise permettant l'acquisition de l'ensemble des **compétences entrepreneuriales** (stratégie, gestion, comptabilité, développement marketing et commercial, logistique et organisation du travail etc...).

Il s'agit bien de leur confier collectivement d'une part la **totale gestion des activités** développées (des fonctions de production en passant par l'organisation du travail, la gestion ainsi que le développement marketing et comptable) et d'autre part la **responsabilité du lieu de vie** (leur animation, le lien avec les habitant.es, élu.es...).

Cet apprentissage sera bien entendu progressif et accompagné par des coordinateur.es de projets, par les membres de nos collectifs et par les acteur.es locaux membres de la gouvernance et partie prenante au projet.

Ces Entreprises Coopératives Jeunesse seront de véritables **laboratoires** permettant de favoriser le pouvoir d'agir des jeunes, d'observer et d'expérimenter l'apprentissages par le pas à pas et l'effectuation, de développer la citoyenneté, l'entrepreneuriat coopératif et multi-acteur.es . La façon dont cette nouvelle génération s'empare des enjeux territoriaux sera en soit un sujet d'étude.

Notre projet répond donc aux objectifs suivants :

- **outiller le pouvoir d'agir** des jeunes sur leur territoire,
- permettre à des jeunes de **tester l'entrepreneuriat** tout en disposant d'un statut sécurisant et d'une **rémunération décente**,
- permettre à des jeunes **d'expérimenter l'ESS**,
- sensibiliser à l'**entrepreneuriat coopératif**,
- développer des activités cherchant à **relever les grands défis de nos sociétés** à l'image des enjeux des circuits alimentaires de proximité,
- fournir aux habitant.es **des produits et services durables**,
- développer de **nouvelles coopérations** sur le territoire,
- inclure les **habitant.es comme source et ressource** du territoire au travers d'une entreprise pas comme les autres,
- **capitaliser l'expérience** pour qu'elle contribue aux travaux de chercheur.es en sciences humaines et en économie.

Concrètement pour répondre à ces objectifs nous allons mettre en place la structuration suivante:

- **identifier des activités et/ou entreprise** présentant un niveau d'activité suffisant, un intérêt en terme de structuration et d'enjeu territoriaux;
- un **portage juridique de l'activité** par la Coopérative d'Activités et d'Emplois Interstices ;
- notre collectif pour **développer l'ingénierie de projet, l'animer et pour accompagner les jeunes entrepreneur.es** ;
- la mise en place d'une **fonction coordination**,
- la mise en place d'une **gouvernance type SCIC** pour chaque activité.

Les jeunes seront associés au projet selon des modalités différentes :

- un collectif de jeunes entrepreneur.es qui au travers du **Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE)** pourra se rémunérer et **développer l'activité au quotidien** et ce sur toutes ses facettes comme évoqué précédemment ;
- des **groupes de travail** ayant vocation à **appuyer** les jeunes entrepreneur.es dans les **fonctions supports** et la réponse aux **enjeux territoriaux** portés par chaque projets; les jeunes s'investiront de façon bénévoles et bénéficieront des compétences et expériences développées ;
- des **coopérations avec des écoles et centres de formation** qui pourront suivre l'expérience avec leurs élèves et ainsi venir outiller leurs enseignements (gestion, marketing etc...) et amener des réflexions sur les finalités économiques et sociales de l'économie;
- des **outils de communication** type page facebook pour toucher plus largement le public jeune en leur permettant de **suivre le quotidien des entrepreneur.es**.

Notre volonté est ici de pouvoir proposer des **niveaux d'engagements différents** et ainsi que l'outil puissent **bénéficier au plus grand nombre**.

Le **champs des possibles est immense** puisqu'en fonction des activités nous pourrons développer des activités saisonnières ou annuelle, des activités nécessitant de faibles qualification ou de forts niveaux d'expertise, des petits effectifs ou de plus grande capacité de production.

Nous devons **définir des critères** nous permettant de valider la compatibilité d'une activité avec notre modèle et être capable de l'adapter aux exigences du terrain.

On peut penser qu'à l'image des pratiques en matière d'espaces test agricole, ces entreprises puissent être des **lieux d'apprentissage pérennes ou des espaces provisoires**. Les jeunes pourraient n'être que de passage, un taux de rotation important des équipes devra donc être anticipé (et intégré dans les critères d'identification des activités). Les **jeunes pourraient souhaiter poursuivre** la gestion de l'entreprise dans le temps et en faire définitivement leur entreprise, leur coopérative ou association.

Nous savons que nous devons répondre à chaque étape de notre projet à de nombreuses questions encore en suspens voir même non encore identifiées mais, nous savons par expérience que c'est un phénomène inhérent à tout projet innovant.

Par expérience nous savons, qu'une des conditions de réussite est de savoir définir le phasage du projet pour pouvoir fixer des étapes, des temps d'évaluation et d'adaptation du projet.

Description et planification des actions du projet (les grandes étapes, les participants et types d'acteurs associés pour chacune de ces étapes,...) :

Phase 1 février à novembre 2019: création d'une première Entreprise Coopérative Jeunesse « test »

L'objectif est de **tester le concept** dans une configuration idéale. A savoir une configuration qui présente le moins de freins possible et un environnement favorable.

Ce qui nécessite une phase préalable de définition des critères de sélection et d'identification d'activités à développer.

Cette phase a été développée au cours de l'année 2018 et a abouti en décembre 2018 par le choix du collectif de répondre à un **appel à candidature de la Mairie de Tarnos** pour exploiter la concession d'un **restaurant de plage pour 3 ans**.

Cette activité nous est apparue comme particulièrement adaptée à la mise en œuvre de notre concept :

- la concession permettra de dégager un **Chiffres d'Affaire régulier et suffisant** au paiement de plusieurs salaires ;
- les activités de restauration nécessitent la mise en place d'une organisation du travail structurées, de règles d'hygiènes et de sécurités stricte, d'une forte logistique, d'une gestion des stocks précise, d'un travail important d'ajustement des coûts et prix, de plan de communication...Elles constituent un **formidables laboratoire de la gestion d'une entreprise** ;
- cette activité sera **en lien avec des dynamiques** et des enjeux territoriaux fort notamment la question des **circuits alimentaires** développée par le PTCE ;
- le lien avec des acteur.es prépondérants notamment le **restaurant d'insertion Eole** ;
- un lieu privilégié et symbolique, le restaurant est situé sur une placette en bord de mer, un espace cogéré entre l'office national des forêts et la mairie, au sein duquel sont implantées des entreprises (hôtellerie, restauration), des associations (office du tourisme, association écologique), des services de la mairie avec les secouristes. Une dynamique partenariale propice à l'**instauration d'une gouvernance multi-acteur.es** ;
- un **lieu de vie** qui rassemble habitant.es du territoire et vancancier.es, il est un formidable espace de **diffusion des projets territoriaux** et plus largement des **principes et valeurs défendus**.

Pour finir, le fonctionnement saisonnier de l'activité, nous permet de **disposer de temps d'analyse et de consolidation** du projet en **inter-saison**.

Réalisé à ce jour

Premier trimestre 2019:

Nous obtenons la concession du restaurant pour trois ans. Le restaurant représente une première activité « test » pour notre concept. Nous construisons notre modèle par l'expérimentation. Selon la même méthode que nous proposons aux jeunes entrepreneur.es.

Notre structuration repose sur :

- *un portage juridique de l'activité par la Coopérative d'Activités et d'Emplois Interstices : conventionnement mairie, création d'un établissement et détention du permis d'exploitation ;*
- *notre collectif étoffé du restaurant d'insertion SCIC EOLE, pour développer puis animer le projet et pour accompagner les jeunes entrepreneur.es ;*
- *la mise en place d'une fonction coordination que nous avons fait le choix de confier à une entrepreneure accompagnée au sein de l'incubateur territorial, le Tube à ESSai. Elle dispose d'une expérience solide puisqu'elle développe elle-même une activité de restauration et avait fait le choix d'intégrer l'incubateur car elle souhaitait réorienter son projet pour lui donner une dimension plus collective et une finalité plus sociale. Elle souhaitait notamment travailler avec un public jeune. L'union de nos projets respectifs était donc évidente.*

Nous nous organisons afin de faire face à une contrainte forte, la nécessité d'une ouverture le plus tôt possible dans la saison afin de répondre au cahier des charges et de développer un niveau d'activité suffisant.

Nous menons en parallèle :

- *les démarches administratives et formations nécessaires à l'ouverture d'un restaurant,*
- *la mobilisation des acteur.es jeunesse et du public pour identifier les jeunes entrepreneur.es qui développeront avec nous le projet,*
- *l'aménagement du lieu qui ne dispose d'aucun équipement.*

L'étape suivante est la mobilisation des acteur.es locaux en vue de la constitution de la gouvernance partagée: jeunes futurs entrepreneur.es, coordinatrice technique du projet, collectivités locales (elu.es et technicien.nes), structures jeunesse du territoire (mission locale, service jeune, ...), acteur.es de la plage du métro (office du tourisme, centre de vacances, association environnementale, club de surf, snack sucré etc...), fournisseur.es, habitant.es intéressé-es par le projet,...ainsi que des membres du PTCE concernés : les membres du groupe de travail ainsi que la SCIC EOLE, la CAE Habitat Eco Action qui sont venus en renfort sur l'aménagement du lieu.

L'ensemble de ces étapes sont menées avec les jeunes qui nous rejoignent au fur et à mesure du projet.

Un premier collectif de jeunes s'est formé avec pour point commun de rencontrer des difficultés d'insertion professionnelle. Ils sont notamment confrontés à des freins important type mobilité et logement.

Tout sujet est un outil d'apprentissage et les jeunes entrepreneur.es développent, sans s'en rendre compte, de nouvelles compétences dans des domaines complexes et peu accessible, telle que la notion de gouvernance.

En Mars 2019, la gouvernance a été lancée et les premières décisions ont eu vocation à définir sa structuration. Après un travail de proposition de scénarios proposés par les jeunes entrepreneur.es 3 collèges ont été définis. Une démarche est lancée auprès du grand public pour trouver des idées de nom pour le lieu. Le choix entre les différentes propositions sera une des premières décisions de la gouvernance: le METROLOCO est né en référence au lieu, à l'ancrage du restaurant dans les circuits alimentaires de proximité et à la folie du projet !

Le restaurant a ouvert en Avril 2019.

En Mai 2019, un premier collectif a été constitué autour de l'animation de la placette où se situe le restaurant pour la saison. Ce collectif est composé des 3 acteurs de la placette: Office du Tourisme du Seignanx + le Métroloco + le snack le flocon sucré, ainsi que la ville de Tarnos via le service jeunesse, la directrice du camping situé proche de la placette. Plusieurs jeunes bénévoles s'associent au groupe de travail et au collectif de jeune développant le Métroloco.

La saison Avril à octobre 2019 sera notre première période d'expérimentation. Nous construisons actuellement la démarche recherche et développement du projet qui nous permettra d'analyser et de capitaliser sur l'expérimentation et plus globalement d'analyser les impacts du projet.

2019/2021 : Phase de déploiement

Cette phase est celle pour laquelle nous souhaitons mobiliser **le soutien de l'AMI Innovation Sociale.**

- **Metroloco saison1, 2 et 3 :**
 - développement des groupes de travail d'appui à l'activité,
 - développement des partenariats avec scolaires sectoriels (CFA et lycée professionnel) et locaux,
 - mise en place de l'activité inter-saison : analyse activité saison 1 et prévisionnel saison à venir, travail sur la structuration de l'activité et sur le développement de la dimension circuit alimentaire de proximité notamment par la mise en place d'une réflexion avec les fournisseurs sur la levée des freins.
- **Analyser, évaluer et ajuster le concept ECJ** en lien avec le volet recherche et développement.
- **Développer et capitaliser les méthodes et outils** de développement de nouvelles ECJ à partir de notre activité test.
- **Développer et capitaliser des outils d'accompagnement** : pour les jeunes en production dans les ECJ et en appui des groupes de travail parallèle (communication et événementiel, circuit alimentaire ...).
- **Développer et capitaliser les méthodes et outils de partage** de ces expériences avec les scolaires et grands publics.
- **Développer les partenariats avec les acteurs jeunesse** afin de pouvoir donner toute sa dimension à au projet en terme d'outil d'insertion par le projet.
- **Développer les partenariats avec les scolaires** afin de pouvoir donner toute sa dimension au projet en termes d'outil de formation.
- **Identifier et lancer de nouvelles ECJ** sur de nouveaux territoires et de nouveaux secteurs d'activités.

Après 2021 : phase de consolidation

- Stabilisation d'un **modèle économique** : l'objectif étant de développer au travers des différentes ECJ une économie permettant de financer l'ingénierie de projet, l'animation et la recherche et développement,
- **Structuration des fonctions supports** (ingénierie, animation, lien avec scolaire, recherche et développement etc...)
- **Evaluation et piste d'amélioration,**
- **Transfert d'expériences,**
- Poursuite du travail de **recherche et développement.**

Tout à long des différentes phases un travail **d'évaluation et d'ajustement** devra être mené par la **gouvernance du projet** dans toute sa dimension multi-acteur avec le **soutien des chercheur.es**.

Initiatives similaires identifiées et originalité du projet :

Notre concept d'Entreprise Coopérative Jeunesse s'inscrit dans la dynamique des Coopératives Jeunesse de Service (CJS) développée au Québec depuis une dizaine d'année et aujourd'hui en France. Nous avons, de même étudié les concepts d'entreprise école que nos partenaires québécois ont développé dans la continuité des CJS.

Nous avons la volonté de permettre aux jeunes de prendre conscience du rôle qu'ils peuvent avoir sur le territoire. Il nous fallait donc aller au-delà de la création d'un outil de sensibilisation à l'entrepreneuriat collectif en créant un projet permettant aussi aux jeunes d'agir pour leur territoire.

Nous avons donc cherché à nous réapproprier ces différentes approches pour créer un nouvel outil reprenant le meilleur et permettant d'aller plus loin sur différents aspects :

- Le **statut des jeunes** entrepreneur.es et particulièrement la question de leur revenu,
- La capacité à expérimenter la création d'activité dans **toutes ses dimensions** au travers d'une « **entreprise école** » **grandeur réelle** de dimension suffisante à illustrer l'ensemble du champ entrepreneurial,
- La **dimension multi-acteur**, la place des **parties prenantes** dans un projet inscrit dans l'**ESS**,
- La volonté de développer des projets répondant aux grands **enjeux territoriaux**,
- L'exploitation de l'expérience par les **scolaires et acteur.es jeunesse** comme outil **d'accompagnement et de formation**,
- La **sensibilisation et l'implication des habitant.es**.

Principaux freins du projet identifiés et moyens à mettre en œuvre pour les lever :

L'**identification des entreprises** à confier aux jeunes est le principal défi à relever. Nous avons très rapidement pu saisir une première opportunité avec le Metroloco. L'inscription du projet dans le cadre d'un **Pôle Territorial de Coopération Economique**, environnement **ancré dans l'économie locale** et propice à l'identification des opportunités. Nous devons exploiter au mieux ce potentiel en sensibilisant les acteur.es à notre concept afin qu'ils soient en capacité d'identifier les opportunités. De plus, l'**incubateur territorial d'ESS** membre de notre collectif à pour vocation de

travailler à l'émergence de projets sur le territoire. Autant de terrains d'expérimentation potentiels.

Une autre difficulté majeure réside en notre capacité à faire **coexister un lieu d'expérimentation**, d'apprentissage et de transmission avec les **exigences** en matière de qualité, de capacité de production, de rentabilité **d'une entreprise**. Ce défi est plus largement celui de l'ESS: savoir développer des projets pérennes répondant à des enjeux territoriaux, à but non lucratif et rentable, soucieux de la qualité de vie au travail et de l'impact environnemental. Beaucoup **d'entreprises de l'ESS relèvent ce défi au quotidien** à l'image du restaurant d'entreprise Eole partenaire du projet et qui nous fait bénéficier de son expérience.

Pour finir, notre volonté n'est pas de créer des coopératives éphémères nous devons donc en fonction des activités réfléchir à une organisation permettant de développer sur **le long terme** ces entreprises.

Le cas échéant, intérêt du projet au regard de problématiques de recherche et modalités de coopération scientifiques envisagées :

Plusieurs axes sont amorcés à ce jour :

- Depuis le début de nos réflexions autour des coopératives jeunes, nous avons échangé avec des **acteur.trices quebécois.es** qui ont travaillé sur les différentes initiatives mise en oeuvre au Québec (CJS, entreprise école...). Avec **Carine PERRON Directrice adjointe du Centre d'expertise et d'accompagnement en innovation sociale (CERESO)** et du Collège d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de Lanaudière et **Catherine LANDRY LaRUE, directrice du Pôle d'économie sociale, Coop de Solidarité des Entreprises d'Économie Sociale des Laurentides** nous avons mis en place une dynamique d'échange de pratiques régulières que l'on souhaite transformer en action de recherche et développement.

Trois thématiques de recherche ont été identifiées qui seraient en lien direct avec le projet:

- l'implication des jeunes aux démarches territoriales et le pouvoir d'agir,
- la création d'activité avec un focus sur l'entrepreneuriat collectif des jeunes,
- la mesure d'impact social de ces projets.

Cette démarche de R et D est inscrite dans une dynamique collective du PTCE côté français et de coopérations entre les acteur.trices côté Québec (TIESS, réseau des entreprises école..).

Elle se traduirait en plusieurs étapes sur les années 2019, 2020: transfert de compétences, création d'outils de mesure d'impact de ces projets... Nous partageons aussi une forte volonté de faire participer pleinement les jeunes à la réflexion.

- Le projet est également identifié dans le cadre de nos relations avec le **CIS CRISALIDH**, des échanges sont en cours avec **Luc PABOEUF**.
- Nous mettons en place autour de notre projet et avec l'aide de la **CRESS des partenariats avec des chercheur.es** s'intéressant aux questions de jeunesse et ESS. Plusieurs ont exprimés leur intérêt pour le projet, nous devons prendre le temps de définir le cadre et les modalités d'actions. Le projet est suivi par le collectif jeunesse et ESS porté par la CRESS.

Nous souhaitons plus particulièrement mobiliser les chercheur.es :

- Dans l'analyse de la phase d'expérimentation afin qu'il puisse par leur expertise nous appuyer en terme de mesure d'impact et nous apporter le recul nécessaire au repérage des **facteurs clés du succès**,
- Au cours des phases de **déploiement** en nous appuyant à la création d'une méthodologie et dans un travail de **capitalisation**,
- Dans la phase de **consolidation** afin de mettre en place une **méthodologie de transfert**.

Il nous paraît essentiel que le travail de recherche soit construit en **coopération avec les jeunes qui plus que sujet doivent être acteur.es** de la démarche de recherche et développement.

Globalement le travail avec les chercheur.es nous permettra **d'analyser les écarts** entre intentions initiales et réalité du terrain. Leur travail de conceptualisation pourrait nous permettre d'analyser le **processus d'innovation sociale**, d'identifier les éléments de **réussite et les limites**, de **mesurer les retombés et les effets générés**.

❖ **Catégorie d'innovation sociale dans laquelle vous estimez que votre projet s'insère :**

Une ou plusieurs catégories possibles. Si plusieurs types d'innovation sont envisagés, merci de prioriser le type d'innovation le plus représentatif de votre projet (de 1 à 3)

- Innovation sociale de produit et/ou de service
- Innovation sociale territoriale
- Innovation sociale organisationnelle

❖ **Stade d'avancement :**

- au stade de « l'idée » (le projet est préfiguré)
- au-delà du stade de l'écrit (le projet est « formulé »)
- expérimentation (le projet a déjà commencé - opérationnel)

❖ **Calendrier prévisionnel de la mise en œuvre du projet :**

- date de début de l'action: 01 /10/2019
- date et de fin de l'action : 01/ 03 /2021

❖ **Montant de l'aide sollicitée à la Région :**

Montant demandé: 40 000 euros

Dépenses du projet retenues comme éligibles (« assiette éligible ») : 125 000 euros

Taux d'intervention régionale (montant aide Région / assiette éligible) en % : 32%

❖ **Autres aides publiques sollicitées pour le même projet :**

Origine de l'aide	Montant	
	Sollicité	Obtenu
Département des Landes	50000	50000
SOUS TOTAL	50000	50000
TOTAL	50000	

3 - Grille d'auto-évaluation du projet – Innovation sociale (Grille A) :

Pour chacun des 12 critères dans le tableau suivant, veuillez :

- ✓ cochez là où vous situez votre projet
- ✓ puis précisez les arguments dans la colonne de droite (mentionnez si nécessaire des annexes aidant à objectiver votre appréciation)

					Arguments
CARACTERE COLLECTIF : portage collectif, diversité du collectif, implication public cible, gouvernance					
-1- Portage collectif	Une seule personne porte le projet <input type="checkbox"/>	Un petit collectif est constitué autour du projet mais son portage n'est assuré que par quelques personnes <input type="checkbox"/>	Un collectif est constitué autour du projet mais l'implication de ses membres pourrait être renforcée <input type="checkbox"/>	Un collectif a été constitué autour du projet et c'est ce collectif qui le porte effectivement <input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est porté dès son origine par un collectif d'acteurs. Il a été co-construit autour de ce collectif et est tout autant mobilisé dans ça mise en œuvre. Autour de l'expérimentation du Métroloco, une gouvernance multi-acteur a été constituée permettant un premier niveau d'implication des différentes parties prenantes au projet test et particulièrement des jeunes. Ce collectif est progressivement associé au projet global.
-2- Diversité du collectif (statut & profession, genre, âge, culture...).	Une seule personne porte le projet <input type="checkbox"/>	Le collectif est surtout constitué d'une catégorie d'acteurs, très homogène socialement <input type="checkbox"/>	Le collectif intègre diverses catégories d'acteurs <input checked="" type="checkbox"/>	Le collectif intègre toute la diversité des parties prenantes potentielles <input type="checkbox"/>	Le projet est pensé en mode SCIC et rassemble jeunes, acteur-es de l'ESS, acteur-es jeunesse, acteur-es insertion et création d'activité, acteur-es territoriaux (office du tourisme, association métró), collectivités, habitant-es, usager-es, ...L'implication citoyenne sera étoffer par le développement des projets notamment par le lien conso-acteur.es.
-3- Implication du public cible	Le public cible n'est pas associé à l'élaboration du projet <input type="checkbox"/>	Quelques représentants du public cible sont associés ponctuellement <input type="checkbox"/>	Des représentants du public cible sont régulièrement associés à l'élaboration et/ou la conduite du projet <input type="checkbox"/>	Le public cible est une composante à part entière du collectif et contribue activement à l'élaboration du projet <input checked="" type="checkbox"/>	Le public cible de ce projet correspond aux jeunes de moins de 25 ans, aujourd'hui ils sont au cœur de la démarche car ce sont eux qui font fonctionner les ECJ et qu'ils sont parties prenante de la gouvernance. Cependant ils n'ont pas participé à la première phase du projet à la définition du concept. Notre volonté est qu'ils participent pour la suite aux phases d'analyse du projet test et à l'évolution du concept.

<p>-4-</p> <p>Gouvernance (participation, forme, fréquence, ambitions...)</p>	<p>Les modalités de la gouvernance ne sont pas définies.</p> <p>?</p>	<p>Les modalités de gouvernance (composition, agenda, etc.), en cours de définition, manque encore de précision.</p> <p>?</p>	<p>La gouvernance reste à consolider, dans sa forme ou son effectivité.</p> <p>■</p>	<p>Les modalités de la gouvernance sont bien définies, avec une participation effective, selon un rythme régulier qui assure un pilotage collectif du projet</p> <p>?</p>	<p>La gouvernance du projet ce construit autour du la première ECJ test. Chaque projet devra avoir ça propre gouvernance et nous devront réfléchir à une gouvernance globale du projet. Le premier collectif devrait former un premier noyau dur de cette future instance. La gouvernance du Metroloco a été construite selon le modèle SCIC. Une personne une voix, il a été décidé collectivement que la gouvernance serait organisée en 3 collèges représentatifs des parties prenantes au projet: un collège entrepreneur.es un collège acteurs locaux un collège sympathisant.es</p> <p>La définition des modalités d'organisation de la gouvernance a été collective et a constituée un premier terrain d'expérimentation non seulement pour les jeunes mais aussi pour l'ensemble des acteur.es.</p>
---	---	---	--	---	---

APPORTS : consistance du mode opératoire, rupture avec l'existant, potentiel de transformation sociale

<p>-5-</p> <p>Consistance du mode opératoire (moyens, méthode, contenus, processus, objectifs, évaluation...)</p>	<p>Non identifiée</p> <p>?</p>	<p>Le contenu du projet est défini dans ses grandes lignes mais son mode opératoire n'est pas encore formulé.</p> <p>?</p>	<p>Les principales composantes du mode opératoire du projet sont formulées (moyens, méthode, etc.)</p> <p>■</p>	<p>Le mode opératoire est intégralement défini (moyens, méthode, contenus, processus, objectifs, évaluation...)</p> <p>?</p>	<p>Nous nous appuyons sur des grandes phases : test, déploiement, consolidation. Nous apprenons et consolidons le projet nous aussi par l'expérimentation.</p>
<p>-6-</p> <p>Rupture avec l'existant</p>	<p>Le projet s'inscrit dans la continuité de l'existant</p> <p>?</p>	<p>Le projet exprime plus une évolution de l'existant qu'une rupture.</p> <p>?</p>	<p>Le projet introduit une nouvelle approche qui rompt, au moins en partie, avec l'existant.</p> <p>■</p>	<p>Le projet « révolutionne » l'existant (pratiques, formes d'organisation, relations sociales, rapports sociaux, valeurs, normes, représentations...)</p> <p>?</p>	<p>Le projet vient en rupture avec les rapports sociaux traditionnels, les jeunes ne sont plus portés mais décideurs. Il ne place pas l'expérimentation de l'entrepreneuriat comme une simple expérience estivale. Il en exploite tout le potentiel en cherchant à garantir l'indépendance financière des jeunes, en offrant un cadre d'expérimentation complet des entreprises grandeur nature, et surtout en démontrant le pouvoir d'agir des jeunes sur leur territoire, que d'autres modèles économique existent et que la coopération territoriale génère du développement, en développant une offre durable et en lien avec les besoins du territoire. Globalement le projet crée des Entreprises écoles pour les jeunes mais aussi pour les acteurs du projet et les habitant.es</p>

<p>-7-</p> <p>Potentiel de transformation sociale</p>	<p>Non identifié</p> <p>?</p>	<p>Le projet s'adresse à une communauté restreinte et répond à des enjeux très spécifiques ou introduit peu de changements.</p> <p>?</p>	<p>Le projet concerne un public assez large et peut introduire des changements majeurs dans au moins un domaine (voir « Thématiques » dans le dossier de candidature)</p> <p>?</p>	<p>Le projet concerne un large public et peut introduire des changements majeurs dans plusieurs domaines (voir rubrique « Thématiques » dans le dossier de candidature)</p> <p>■</p>	<p>L'objectif du projet est clairement de générer de la transformation sociale en permettant notamment au plus jeunes de découvrir et de participer au développement d'une autre économie. De plus, la dimension multi-partenariale permet aux acteurs territoriaux engagés d'eux aussi expérimenter la coopération comme outil de développement Les ECJ étant des entreprises avant tout elles seront en contact direct avec le public et auront toutes pour objectif de sensibiliser ce public aux alternative qu'offre l'ESS. Pour illustration les jeunes du Metroloco travaille actuellement a un set de table présentant la notion de circuit alimentaire de proximité une face pour les adultes et une face pour les enfants sous forme de jeux.</p>
<p>CONTEXTE : ancrage territorial, accessibilité, viabilité économique, impact environnemental, ouverture à la recherche</p>					
<p>-8-</p> <p>Ancrage territorial</p>	<p>Non identifié</p> <p>?</p>	<p>Le projet fait référence à la dimension territoriale, mais n'en a pas encore identifié ses acteurs ni ses spécificités.</p> <p>?</p>	<p>Le projet associe des acteurs territoriaux afin de s'adapter aux besoins du territoire</p> <p>?</p>	<p>Le projet est un projet de territoire au sens où il mobilise tous les acteurs territoriaux concernés et invente une réponse adaptée aux spécificités du territoire</p> <p>■</p>	<p>Comme indiqué à plusieurs reprises dans le dossier, le projet est porté par un collectif d'acteur membre du PTCE Sud Aquitain. Il est soutenu par la Mairie et le Département. Et surtout il associe autour de ça gouvernance acteurs associatifs et économiques locaux, jeunes, usager.es et collectivités.</p>
<p>-9-</p> <p>Accessibilité du dispositif</p>	<p>Non identifiée</p> <p>?</p>	<p>La question de l'accessibilité est prise en compte mais les solutions n'ont pas encore été identifiées.</p> <p>?</p>	<p>Les solutions pour faciliter l'accessibilité sont identifiées mais leur mise en œuvre reste à préciser.</p> <p>■</p>	<p>Les solutions pour faciliter l'accessibilité sont définies de façon précise (recours à des acteurs-relais facilitateurs, facilitation de la mobilité, TIC...)</p> <p>?</p>	<p>Le caractère inclusif de l'expérience fait partie à part entière du projet puisqu'un des premiers critères est notre capacité à identifier des activités qui permettrons aux jeunes d'être indépendant financièrement. De plus, nous avons pour objectif de veiller à la diversité des publics qui constitueront nos équipes. La complémentarité est un des pilierS de la coopération. Nous essayons actuellement pour le projet Metroloco d'intégrer des jeunes mineurs réfugiés, les démarches administratives sont en cours et les jeunes attendent leur soutien avec impatience. Nous espérons que la démarche aboutira. Plus globalement, nous nous appuyons sur notre réseau de professionnel de l'insertion et de la jeunesse. Ce réseau nous</p>

					<p>permet de lever de nombreux freins et a pu déjà être sollicité au travers du projet test les jeunes rencontrant des problèmes de mobilité et de logement. Nous avons donc mobilisé les résidences habitats jeunes et l'association mobilité. Nous savons que nous devons tout au long du développement du projet chercher des ressources. Notre expérience devrait nous permettre d'être assez réactif et de mettre en place petit à petit des solutions.</p>
<p>-10- Viabilité économique</p>	<p>Non identifiée ?</p>	<p>Les ressources acquises permettent d'amorcer la phase d'expérimentation mais pas de la mener à son terme. ■</p>	<p>Les ressources acquises permettent de conduire la phase d'expérimentation mais la question de la viabilité économique à plus long terme n'est pas résolue. ?</p>	<p>Les ressources acquises permettent de conduire la phase d'expérimentation et les modalités économiques du projet le rendent viable à plus long terme. ?</p>	<p>Notre objectif est de développer des entreprises ayant leurs propres modèles économique et pouvant contribuer à terme au financement de l'ingénierie liée à l'encadrement, l'accompagnement et aux fonctions supports. Notre besoin réside dans le financement de l'ingénierie préalable liée aux phases d'expérimentation et de déploiement.</p>
<p>-11- Impact environnemental</p>	<p>Non identifié ?</p>	<p>Le projet fait référence aux enjeux environnementaux, mais n'a pas identifié son impact sur ceux-ci. ?</p>	<p>Le projet intègre une analyse de son impact sur un ou plusieurs enjeux environnementaux. ■</p>	<p>La prise en compte des enjeux environnementaux est à l'origine du projet et devient une source d'innovation sociale ?</p>	<p>La prise en compte de l'impact environnemental des activités développées fait partie intégrante du processus d'apprentissage proposé aux jeunes. La question environnementale fait partie des grands enjeux à relever et pourra être au cœur des activités développées par les ECJ. L'expérimentation Metroloco l'illustre parfaitement car nous positionnons le restaurant dans une démarche portée par le PTCE autour des questions de circuits alimentaires de proximité. Le lieu propose des plats réalisés en priorité avec des produits locaux et de préférence bio. Ce sujet fait l'objet d'un groupe de travail en constitution et aura un rôle à part entière dans la réflexion sur les circuits alimentaire de proximité. Le restaurant est un parfait laboratoire des difficultés rencontrées par le secteur de la restauration traditionnelle pour travailler avec des producteurs locaux. Difficultés liées aux faibles quantités, à la diversité des produits et problématiques de livraison. Le restaurant permettra donc d'identifier des solutions.</p>

<p>-12-</p> <p>Ouverture à la recherche</p>	<p>Non identifié</p> <p>?</p>	<p>La recherche apparaît comme une ressource utile pour le projet, mais aucune coopération avec des chercheurs n'est encore engagée.</p> <p>?</p>	<p>Le projet intègre au moins partiellement un partenariat scientifique avec des chercheurs identifiés</p> <p>■</p>	<p>Le projet procède, pour partie, d'un partenariat avec des chercheurs</p> <p>?</p>	<p>Un partenariat avec des chercheur.es québécois.e est en cours et des partenariats avec des charcheur.es locaux sont en cours de constitutions.</p>
---	-------------------------------	---	---	--	---

4 - Analyse de la faisabilité du projet (Grille B)

Pour chaque rubrique, cochez la colonne correspondant à l'état du projet :

RESSOURCES MOBILISABLES : Types de ressources nécessaires au projet	Appréciation (mettre une croix)			Arguments & justifications factuelles (n'hésitez pas à fournir des pièces annexes en appui de vos arguments & justifications)
	Non acquis(e)	Partiellement acquis(e)	Totalement acquis(e)	
Ressources humaines : l'entité porteuse du projet, son expérience, ses compétences				
Expérience significative (au moins une personne) en matière de conduite de projets			<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est mené par un collectif d'acteur-es spécialisés en matière de création d'activités d'économie sociale et solidaire et de jeunesse.
Disponibilité nécessaire pour le projet			<input checked="" type="checkbox"/>	Le développement de projets territoriaux fait partie à part entière de la finalité de nos structures. Nous savons donc consacrer l'ingénierie suffisante et identifier les ressources à mobiliser par des partenariats ou prestataires.
Compétences internes nécessaires à la mise en œuvre du projet			<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet est mené par un collectif d'acteur-es spécialisés en matière de création d'activités, d'économie sociale et solidaire et de jeunesse. Nous disposons de compétences en matière de conduite de projet jeunesse et l'expertise entrepreneuriale. En tant que spécialiste de la création d'activités nous savons nous adapter à tous projets et outiller les entrepreneur.es pour développer les compétences métiers.
Compétences externes complémentaires (partenaires)			<input checked="" type="checkbox"/>	Nous disposons d'un environnement riche d'acteurs de l'ESS, d'entreprises et de collectivité qui nous permettra en fonction des métiers développés dans les ECI d'allier mobiliser l'expertise métier de partenaire. C'est ce que nous avons mis en place autour du Metroloco par un partenariat avec le restaurant d'insertion Eole et une coordination réalisé par une entrepreneuse des métiers de bouche.
Effectivité de la gouvernance			<input checked="" type="checkbox"/>	La gouvernance globale du projet est intégrée à la gouvernance du PTCE incarnée par un comité de coopération. Au fur et à mesure de l'évolution du projet nous souhaitons développer une gouvernance spécifique qui pourra se construire autours des acteur.es impliqués dans les gouvernances des futures ECI. Chacune aura ça propre gouvernance type SCIC. C'est déjà le cas pour le Metroloco dont la

				gouvernance s'est déjà réunit régulièrement.
Ressources financières				
Moyens nécessaires au financement de la phase du projet soumise à l'AMI		<input checked="" type="checkbox"/>		Nous bénéficions d'un soutien du département des landes qui s'est engagé sur 3 ans. Les fonds obtenu permettront de financer la fonction coordination du projet. L'équilibre économique des fonctions ingénierie et recherche et développement n'est pas à ce jours assuré et est l'objet de notre demande de soutien dans le cadre de l'AMI.
Capacité du projet à générer de nouvelles ressources pour assurer sa pérennité au-delà de la phase actuelle		<input checked="" type="checkbox"/>		Notre objectif est de développer des entreprises ayant leurs propres modèles économique et pouvant contribuer à terme au financement de l'ingénierie liée à l'encadrement, l'accompagnement et aux fonctions supports.
Autres ressources jugées indispensables au projet (local, site internet, logiciel, équipement, agrément, communication...)				
<i>(À préciser sous forme de liste)</i>				

CONTRAINTES : Évaluation des risques	Oui	Non	Arguments & justifications factuelles
Identification et maîtrise des risques pour l'entité porteuse	<input checked="" type="checkbox"/>		Nous avons pleinement conscience des risques notamment ceux liés au portage juridique des activités. Il nous fait porter l'entière responsabilité des activités qui seront développées. Nous sommes une coopérative d'activités et d'emplois c'est notre métier de porter des activités qui ne sont pas directement les notre. Nous savons mettre en place des procédures de contrôle interne pour gérer le risque et surtout former les entrepreneur.es pour leur permettre d'en prendre conscience. Nous avons aussi conscience de la responsabilité liée à l'accompagnement de jeunes entrepreneur.es qui pourront être mineur. Nous bénéficions de l'expérience et de l'expertise de l'association habitat jeune à ce sujet.
Identification et maîtrise des risques pour les bénéficiaires	<input checked="" type="checkbox"/>		Comme indiqué dans le dossier sur plusieurs points la question du statut des publics est au cœur de notre réflexion. De plus, nous savons aussi que l'expérience entrepreneuriale et collective doit être accompagnée sur le plan humain. Nos équipes en ont l'expérience et la

			formation.
<i>(Identification et maîtrise d'autres types de risques : préciser)</i>	■		Il existe un risque de déstabiliser les acteurs économiques traditionnels du territoire en développant une offre alternative. Un des principes fondateurs auquel nous tenons particulièrement est de venir en complémentarité et non en concurrence avec les structures existantes. Notre démarche basée sur la coopération territoriale devrait permettre de lever ce risque. De même, nous devons faire preuve de pédagogie pour expliquer nos modes de fonctionnement et démontrer que nous développons des entreprises à part entière.
Processus de validation de la phase actuelle de maturation/incubation/expérimentation du projet			La première phase d'inter-saison nous permettra de dresser un premier bilan du projet test et de mettre en place la meilleure organisation pour les années suivantes. Elle permettra aussi de mieux déployer les partenariats avec les scolaires et la recherche. Nous pourrions affiner la définition des critères de sélection des activités et ainsi poursuivre nos recherches d'entreprise à développer en ECJ. Toutes ces étapes seront suivies par la gouvernance qui pourra ainsi décider de l'évolution du projet. Quel que soit la décision sur l'AMI nous avons déjà sollicité élus et techniciens de la Région Nouvelle Aquitaine pour participer à la gouvernance du projet.

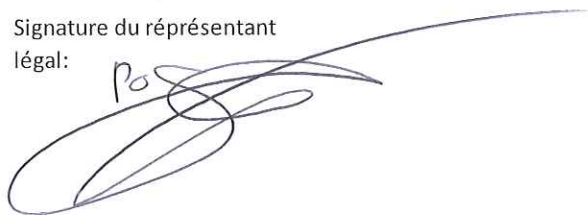
ANNEXE 1 - Plan de financement prévisionnel de l'action sur 24 mois maximum

Montant en €HT

Nature des dépenses	Montant (en €)	Nature des ressources	Montant (en €)
Frais de personnel:		Chiffre d'affaires:	
Pilotage	6000	Participation ECJ	2000
Accompagnement	12000	Autofinancement	5000
Gestion administrative et comptable	8000		
S/T FRAIS DE PERSONNEL	26000	S/T CHIFFRE D'AFFAIRE	7000
Frais généraux forfaitaires	3000	Fondation	18000
Achats consommés ou incorporés			
Autres:			
S/T FRAIS GEN + ACHATS	3000	S/T FINACEMENT PRIVE	18000
INGENIERIE ET ACCOMPAGNEMENT	20 000	Etat	
Coordination	43000	Fonds Européens	
Laboratoires centres techniques (partenariats métiers)	10000	AMI Innovation sociale	40000
		Département	50000
S/T PREST.ET S/TRAITANCE	73 000	S/T SUBVENTIONS	90000
Investissement		Mise à disposition de personnel (ingénierie)	10000
Aménagement	10000		
Matériel	13000		
S/T INVEST + AUTRES	23000		
TOTAL GENERAL	125 000	TOTAL GENERAL	125000

Date 27 juin 2014
 Nom Kartagat
 Prénom Stéphane

Signature du représentant
 légal:



ANNEXE 2 - Aides publiques sur les 3 dernières années toutes activités confondues
perçue par

Attention N-1 = 1ère année du projet

Financier	Type d'aide	Aide en fonctionnement ou investissement	Opération aidée	Montant de l'aide par année			TOTAL
				N-1	N-2	N-3	
Région	ESS	Fonctionnement	CAE: CAPE et dev territorial	50000	48912	37528	136 440,00
Région	ESS	Fonctionnement	CAE: CAPE et dev territorial	50000	44162	37527	131 689,00
Région	Politique de la ville	Fonctionnement	Réussir avec ESS	18000	55000		73 000,00
Région	ESS	Fonctionnement	Mutualisation		10000	19757	29 757,00
Région	ESS	Investissement	Tiers Lieux			22037	22 037,00
Région	Dev eco et terri	Fonctionnement	Entreprendre la Région à vos côtés	36190	20626		56 816,00
FSE	ESS	Fonctionnement	Accompagnement entrepreneur.es CAE	64000	63800	30739	158 539,00
Département Landes	Insertion	Fonctionnement	CAE	5000	5000	5000	15 000,00
Département Landes	Jeunesse	Fonctionnement	ECJ	25000			25 000,00
Agglomération Pays Basque	Dev eco	Fonctionnement	CAE	17500	17500	14000	49 000,00
Mairie Tarnos	Dev eco	Fonctionnement	Dev terri	7500	7500	7500	22 500,00
Hendaye	ESS	Fonctionnement	CAE: CAPE et dev territorial	10000	10000	5500	25 500,00
GIP DSU	Politique de la ville	Fonctionnement	CAE			8000	8 000,00